

UNE GRÈVE SUR DES « ON-DIT » ?

Pourquoi la CFDT ne rejoint pas l'appel à la grève du 13 décembre

Moins 180 postes dans le groupe FTV, 40 à 50 ETP en moins à l'info nationale
Réduction du nombre de pigistes et de CDD
Restructuration de France Ô
Recentrage des moyens de la filière production de France 3 vers le siège et Vendargues
(...)

Du sang et des larmes, voilà ce qui nous attend dans les mois à venir, et la presse se fait largement l'écho des « on dit » et « il semble que ». La direction de FTV est en alerte, « soutenez-nous, faisons bloc contre l'extérieur », tel est son message aux organisations syndicales. Certaines l'ont entendu, ce message, et appellent à la grève le 13 décembre 2017, premier jour du CCE.

La CFDT de France Télévisions, elle, ne participera pas à ce mouvement.

Pourquoi ?

Parce que nous nous battons tout au long de l'année pour les salariés de l'entreprise : pour les CDD quand leurs frais de mission ont été revus, pour la survie en région de la filière production de France 3, pour les éditions locales de France 3 ; contre les compétences complémentaires destructrices des métiers et de l'emploi telles qu'elles ont été négociées, contre les conditions de travail dues à l'organisation et la structure mises en place à la chaîne info ; contre des expérimentations qui visent à réduire l'emploi...

La CFDT est cohérente : sur ces dossiers, elle a appelé à la grève (Locales, filière production à Lille), et est aux côtés des salariés. Ou encore, elle a refusé d'apposer sa signature au bas d'accords qui permettent la mise en œuvre de projets destructeurs pour l'emploi et les compétences (accord chaîne info CASMOA, accords Unités de Compétences Complémentaires...).

La CFDT a toujours dissocié les responsabilités de l'actionnaire, l'Etat, et celles des dirigeants de l'entreprise.

Les choix de nos dirigeants, voire les moyens de les mettre en œuvre, nous les contestons. Ainsi, le jour où l'on annonce la possible suppression de 30 postes aux magazines (démentie depuis), valeurs sûres du service public d'information, un communiqué informe les salariés du recrutement de 5 directeurs en charge du développement de l'offre VOSD, projet hypothétique d'avenir pour le groupe. Autre projet présenté comme porteur d'avenir : le feuilleton de Montpellier, hasardeux pari sur une production « low cost » en « access prime time » « after school », pour lequel sont sacrifiés les sites de la filière production de France 3 en région.

Et que dire du chantier bâclé des compétences complémentaires, qui aura remplacé une vraie réflexion sur les métiers, mettant en avant les poly compétences, le lean management

et le taylorisme à la sauce FTV, expérimentés au sein de la chaîne info ? Tout cela pour ne pas générer d'ETP, et tant pis pour les conditions de travail et la qualité du service public ?!

L'Etat, la tutelle, Bercy ou la Culture... L'actionnaire est irresponsable quand il signe un COM pour mieux le piétiner ensuite, quand il impose des économies énormes à une entreprise déjà fatiguée, qui doit financer sa restructuration et des projets d'avenir.

Mais les dirigeants de l'entreprise sont tout aussi irresponsables, quand ils parient sur des projets hasardeux, pour lesquels ils dépouillent de leurs moyens les autres secteurs de FTV. Des secteurs qui mériteraient plus de considération : pourquoi privilégier un feuilleton quotidien pour France 2 plutôt que des programmes régionaux de qualité, sur des créneaux de diffusion porteurs et fabriqués par une filière production basée en région ? Pourquoi ne pas redonner à France Ô une vraie ligne éditoriale et les moyens de sortir de la confidentialité ? Pourquoi ne pas engager une vraie réflexion sur la stratégie numérique et professionnaliser nos pratiques sur le web ?

Pourquoi gérer l'entreprise les yeux rivés sur un compteur d'ETP et de masse salariale, plutôt que de considérer que ces hommes et ces femmes de France Télévisions, qui font de la télévision, sont une richesse, et pas un poids dont il faut à tout prix se débarrasser ?!

Evidemment, le France TV bashing de ces derniers jours nous consterne. Evidemment, les annonces en off qui se succèdent nous inquiètent. Evidemment, les réflexions à voix haute de notre présidente sur des Groupements d'Intérêt Economique en région ou des mutualisations au sein de l'AV public nous mettent en alerte.

Mais nous ne partirons pas en grève la fleur au fusil, sur des « on-dit ».

La CFDT attendra de voir le projet pour FTV, négociera avec la direction, et en tirera les conclusions qui s'imposent.

Pour l'heure, entre rumeurs, documents tombés du camion, supputations et manipulations des uns et des autres pour sauver une telle ou en faire sauter un autre, pour gagner des élections professionnelles ou les faire perdre, la CFDT garde la tête froide.

Qui défend la filière production de France 3 en région ? Qui défend les éditions Locales de France 3 ? Qui s'oppose au modèle de fabrication low-cost de la chaîne info ? Qui refuse les compétences complémentaires à tout va ?

Et signe des temps, de plus en plus de cadres, conscients des limites de l'exercice qu'on leur impose, et atterrés par le rôle de fossoyeur de l'activité et des ETP qu'on leur fait jouer, nous interpellent et nous rejoignent. Et c'est tant mieux, car nous avons besoin de toutes les compétences, de leurs compétences, pour répondre présent face aux nombreux défis qui nous attendent.

Rejoignez la CFDT pour faire entendre votre voix.

Paris, le 8 décembre 2017